

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale et de  
la jeunesse

## Arrêté du

**modifiant l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal prévus pour l'éducation physique et sportive des baccalauréats général et technologique**

NOR : MENE

Le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse,

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal prévus pour l'éducation physique et sportive des baccalauréats général et technologique ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 relatif aux épreuves du baccalauréat général à compter de la session 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 relatif aux épreuves du baccalauréat technologique à compter de la session de 2021 ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 relatif à l'organisation et aux volumes horaires des enseignements du cycle terminal des lycées, sanctionnés par le baccalauréat général ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2018 relatif à l'organisation et aux volumes horaires des enseignements des classes de première et terminale dans les séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S), « sciences et technologies de laboratoire » (STL), « sciences et technologies du design et des arts appliqués » (STD2A), « sciences et technologies de l'industrie et du développement durable » (STI2D), « sciences et technologies du management et de la gestion » (STMG), « sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration » (STHR) ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'éducation du

**Arrête :**

## **Article 1**

L'article 1 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots « des enseignements commun, de complément et facultatif » sont remplacés par les mots « de l'enseignement commun » ;

2° Au second alinéa, les mots « en série S du baccalauréat » sont remplacés par les mots « au baccalauréat ».

## **Article 2**

A l'article 2 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé, les mots « , l'enseignement de complément et l'enseignement facultatif » sont supprimés.

## **Article 3**

L'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots « fixée dans le programme de l'enseignement commun d'éducation physique et sportive » sont insérés après les mots « issues de la liste nationale », les mots « ou de l'activité d'établissement validée par la commission académique » sont insérés après les mots « issue de la liste académique », et les mots « compétences propres à l'éducation physique et sportive distinctes » sont remplacés par les mots « champs d'apprentissages distincts » ;

2° Au second alinéa, les mots « en référence au niveau 4 (quatre) du référentiel de compétences attendues fixé par les programmes » sont remplacés par les mots « conformément aux référentiels d'évaluation ».

## **Article 4**

L'article 6 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Les mots « des enseignements commun et facultatif » sont remplacés par les mots « de l'enseignement commun » ;

2° Les mots « dont l'un est enseignant d'EPS de la classe » sont insérés après « deux enseignants d'EPS » ;

3° La dernière phrase de l'article est supprimée.

## **Article 5**

A l'article 7 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé, les mots « inscrits dans les différents enseignements » sont supprimés.

## **Article 6**

L'article 8 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Les deux premières phrases sont supprimées ;

2. A la troisième phrase, le mot « épreuve » est remplacé par les mots « champ d'apprentissage », les mots « le niveau de compétence attendu, » sont supprimés, et les mots « la situation d'évaluation » sont remplacés par les mots « l'épreuve ».

## **Article 7**

L'article 9 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots « d'épreuves et des activités correspondantes complète » sont remplacés par les mots « d'activités physiques sportives et artistiques (APSA) référées à des champs d'apprentissage correspondants peut compléter », et les mots « des épreuves » après les mots « liste nationale » sont supprimés ;

2° A la troisième phrase, les mots « quatre épreuves » sont remplacés par les mots « cinq APSA » ;

4° La quatrième phrase est supprimée ;

5° Dans la cinquième phrase, les mots « épreuve de la liste » sont remplacés par le mot « APSA », les mots « le niveau de compétence attendu, » sont supprimés, et les mots « la situation d'évaluation » sont remplacés par les mots « l'épreuve ».

## **Article 8**

A la première phrase de l'article 10 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé :

1° Les mots « ensembles certificatifs retenus » sont remplacés par les mots « épreuves retenues » ;

2° Les trois derniers tirets sont remplacés par les tirets suivants :

« - le calendrier des épreuves ;

- la déclinaison des référentiels pour chaque APSA choisie par l'établissement, dans le respect du cadre national ;

- la proposition de référentiel pour l'éventuelle activité d'établissement. »

## **Article 9**

L'article 11 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, les mots « recense les référentiels par épreuves définis par les établissements. Elle » sont insérés entre les mots « proposition des notes » et les mots « analyse les notes », les mots « les listes d'activités académiques » sont remplacés par les mots « la liste d'activités académique », et les mots « , de complément et facultatif » et « pour l'enseignement de complément » sont supprimés ;

2° Au troisième alinéa, les mots « ensemble des enseignements » sont remplacés par le mot « enseignement », et les mots « , de complément, facultatif, » sont supprimés.

#### **Article 10**

A l'article 12 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé, les mots « , de l'actualisation de la liste nationale des épreuves et activités correspondantes, » sont remplacés par le mot « et ».

#### **Article 11**

A l'article 13 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé, les mots « compétences propres à l'EPS » sont remplacés par les mots « champs d'apprentissage ».

#### **Article 12**

L'article 14 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° A la première phrases, les mots « partenaires d'entraînement » sont remplacés par les mots « les sportifs de collectifs nationaux » ;

2° Les trois dernières phrases sont remplacées par la phrase : « Ils sont évalués sur trois épreuves relevant de trois champs d'apprentissage différents dont l'un d'eux est constitué de sa spécialité sportive, même si elle ne figure pas sur les listes nationale, académique et d'établissement. Pour sa spécialité sportive, la note de 20 sur 20 lui est automatiquement attribuée, sans que le candidat ait à se présenter à l'épreuve. »

#### **Article 13**

L'article 16 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, les mots « d'un couple d'activités indissociables » sont remplacés par les mots « de deux activités portant sur deux champs d'apprentissage différents, choisies parmi une liste de trois activités nationales publiée par voie de circulaire et éventuellement d'une à deux activités académiques fixées par le recteur d'académie » ;

2° Dans la seconde phrase, les mots « couples d' » sont supprimés, le mot « spécifique » est remplacé par « spécifiques », et les virgules avant et après le groupe de mots « spécifiques à cet examen » sont supprimées ;

3° Dans la troisième phrase, les mots « les mêmes exigences que pour le contrôle en cours de formation » sont remplacés par les mots « un référentiel d'évaluation spécifique ».

4° Dans la quatrième phrase, les mots « du couple d' » sont remplacés par les mots « des deux ».

#### **Article 14**

Les articles 4, 5, 17 et 18 de l'arrêté du 21 décembre 2011 susvisé sont supprimés.

Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20 sont respectivement renumérotés en articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.

#### **Article 15**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les îles de Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

#### **Article 16**

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2019 pour la classe de seconde et de première et à compter de la rentrée scolaire 2020 pour la classe de terminale.

En tant que besoin, le ministre chargé de l'éducation nationale fixe les dispositions transitoires applicables lors des rentrées 2019-2020 et 2020-2021 aux élèves redoublants.

#### **Article 17**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Pour le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse et par délégation,

Le directeur général de l'enseignement scolaire,

Jean-Marc HUART

**Modifications de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal prévus pour l'éducation physique et sportive des baccalauréats général et technologique**

Version originale	Version modifiée
<p>Article 1</p> <p>Le présent arrêté fixe les modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal, prévus pour l'évaluation des enseignements commun, de complément et facultatif d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique.</p> <p>Pour les candidats inscrits en série S du baccalauréat général dans les lycées d'enseignement général et technologique agricole, ces modalités seront fixées par un arrêté du ministre en charge de l'agriculture.</p>	<p>Article 1</p> <p>Le présent arrêté fixe les modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal, prévus pour l'évaluation <del>des enseignements commun, de complément et facultatif</del> <b>de l'enseignement commun</b> d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique.</p> <p>Pour les candidats inscrits <del>en série S du</del> <b>au</b> baccalauréat général dans les lycées d'enseignement général et technologique agricole, ces modalités seront fixées par un arrêté du ministre en charge de l'agriculture.</p>
<p>Article 2</p> <p>Les élèves candidats aux baccalauréats général et technologique des lycées d'enseignement publics et des lycées d'enseignement privés sous contrat bénéficient, pour l'éducation physique et sportive, d'un contrôle en cours de formation afin d'évaluer l'enseignement commun, l'enseignement de complément et l'enseignement facultatif.</p>	<p>Article 2</p> <p>Les élèves candidats aux baccalauréats général et technologique des lycées d'enseignement publics et des lycées d'enseignement privés sous contrat bénéficient, pour l'éducation physique et sportive, d'un contrôle en cours de formation afin d'évaluer l'enseignement commun, <del>l'enseignement de complément et l'enseignement facultatif</del>.</p>
<p>Article 3</p> <p>Pour l'enseignement commun, le contrôle en cours de formation s'organise en un ensemble certificatif comportant trois épreuves. Deux d'entre elles au moins sont issues de la liste nationale, la troisième peut être issue de la liste académique. Les trois épreuves doivent obligatoirement relever de trois compétences propres à l'éducation physique et sportive distinctes.</p> <p>L'évaluation et la notation de chaque élève dans chaque épreuve sont réalisées en co-évaluation selon le calendrier arrêté par l'établissement et les exigences fixées par les référentiels nationaux et académiques. Les notes sont attribuées en référence au niveau 4 (quatre) du référentiel de compétences attendues fixé par les programmes.</p>	<p>Article 3</p> <p>Pour l'enseignement commun, le contrôle en cours de formation s'organise en un ensemble certificatif comportant trois épreuves. Deux d'entre elles au moins sont issues de la liste nationale <b>fixée dans le programme de l'enseignement commun d'éducation physique et sportive</b>, la troisième peut être issue de la liste académique <b>ou de l'activité d'établissement validée par la commission académique</b>. Les trois épreuves doivent obligatoirement relever de trois <del>compétences propres à l'éducation physique et sportive distinctes</del> <b>champs d'apprentissage distincts</b>.</p> <p>L'évaluation et la notation de chaque élève dans chaque épreuve sont réalisées en co-évaluation selon le calendrier arrêté par l'établissement et les exigences</p>

	<p>fixées par les référentiels nationaux et académiques. Les notes sont attribuées <del>en référence au niveau 4 (quatre) du référentiel de compétences attendues fixé par les programmes</del> <b>conformément aux référentiels d'évaluation.</b></p>
<p>Article 4</p> <p>Pour l'enseignement de complément, le contrôle en cours de formation s'organise en deux parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la première s'appuie sur la pratique de trois activités physiques sportives et artistiques (APSA) relevant de trois compétences propres distinctes. Chacune donne lieu à une épreuve. Deux épreuves au moins sont issues de la liste nationale, la troisième peut être issue de la liste académique ou correspondre à l'activité établissement.</li> </ul> <p>Les notes sont attribuées en référence au niveau 5 (cinq) du référentiel de compétences attendues des programmes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la seconde s'appuie sur deux productions réalisées par le candidat, l'une individuelle, l'autre collective. Ces productions doivent être en cohérence avec les thèmes d'étude retenus.</li> </ul>	<p>Article 4</p> <p>Supprimé</p>
<p>Article 5</p> <p>Pour l'enseignement facultatif, le contrôle en cours de formation s'organise en deux parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— la première s'appuie sur la pratique de deux APSA, relevant de deux compétences propres à l'EPS. Une au moins des APSA est choisie sur la liste nationale des épreuves et des activités correspondantes, l'autre peut être issue de la liste académique. Une des deux APSA peut appartenir à l'ensemble certificatif prévu pour l'enseignement commun. Les notes sont attribuées en référence au niveau 5 du référentiel de compétences attendues des programmes ;</li> <li>— la seconde s'appuie sur un entretien qui permet d'apprécier les connaissances scientifiques et techniques du candidat et plus largement sa</li> </ul>	<p>Article 5</p> <p>Supprimé</p>

capacité de réflexion au regard de la pratique des APSA supports de l'enseignement facultatif.	
<p>Article 6</p> <p>Le jury certificatif pour le contrôle en cours de formation des enseignements commun et facultatif est composé de deux enseignants d'EPS. Pour l'enseignement de complément, le jury est également composé de deux enseignants impliqués dans la formation dont l'un au moins est un enseignant d'EPS.</p>	<p>Article <del>6</del> <b>4</b></p> <p>Le jury certificatif pour le contrôle en cours de formation <del>des enseignements commun et facultatif de l'enseignement commun</del> est composé de deux enseignants d'EPS <b>dont l'un est enseignant d'EPS de la classe.</b> <del>Pour l'enseignement de complément, le jury est également composé de deux enseignants impliqués dans la formation dont l'un au moins est un enseignant d'EPS.</del></p>
<p>Article 7</p> <p>Dès lors que des blessures ou des problèmes de santé attestés par l'autorité médicale scolaire ne sont pas incompatibles avec une pratique différée, les candidats inscrits dans les différents enseignements évalués en contrôle en cours de formation peuvent bénéficier d'épreuves de rattrapage. En bénéficient également les candidats assidus qui, en cas de force majeure, ne peuvent être présents à la date fixée sous réserve d'avoir obtenu l'accord du chef d'établissement.</p>	<p>Article <del>7</del> <b>5</b></p> <p>Dès lors que des blessures ou des problèmes de santé attestés par l'autorité médicale scolaire ne sont pas incompatibles avec une pratique différée, les candidats <del>inscrits dans les différents enseignements</del> évalués en contrôle en cours de formation peuvent bénéficier d'épreuves de rattrapage. En bénéficient également les candidats assidus qui, en cas de force majeure, ne peuvent être présents à la date fixée sous réserve d'avoir obtenu l'accord du chef d'établissement.</p>
<p>Article 8</p> <p>La liste nationale d'épreuves et des activités correspondantes est publiée par voie de circulaire. Elle s'applique à tous les enseignements évalués en contrôle en cours de formation : commun, de complément et facultatif. Pour chaque épreuve de la liste nationale, une fiche précise le niveau de compétence attendu, le cadre de la situation d'évaluation, les critères d'évaluation et les repères de notation. L'ensemble des fiches constitue le référentiel national d'évaluation publié par voie de circulaire.</p>	<p>Article <del>8</del> <b>6</b></p> <p><del>La liste nationale d'épreuves et des activités correspondantes est publiée par voie de circulaire. Elle s'applique à tous les enseignements évalués en contrôle en cours de formation : commun, de complément et facultatif.</del> Pour chaque <del>épreuve-champ d'apprentissage</del> de la liste nationale, une fiche précise <del>le niveau de compétence attendu,</del> le cadre de <del>la situation d'évaluation-l'épreuve,</del> les critères d'évaluation et les repères de notation. L'ensemble des fiches constitue le référentiel national d'évaluation publié par voie de circulaire.</p>
<p>Article 9</p>	<p>Article <del>9</del> <b>7</b></p> <p>Une liste académique <del>d'épreuves et des activités correspondantes complète</del></p>

<p>Une liste académique d'épreuves et des activités correspondantes complète la liste nationale des épreuves. Elle est arrêtée par le recteur. Elle comprend au maximum quatre épreuves. Elle s'applique à tous les types d'enseignements évalués en contrôle en cours de formation. Pour chaque épreuve de la liste académique, une fiche élaborée par la commission académique précise le niveau de compétence attendu, le cadre de la situation d'évaluation, les critères d'évaluation et les repères de notation.</p>	<p><b>d'activités physiques sportives et artistiques (APSA) référées à des champs d'apprentissage correspondants peut compléter</b> la liste nationale <del>des épreuves</del>. Elle est arrêtée par le recteur. Elle comprend au maximum <del>quatre épreuves</del> <b>cinq APSA</b>. Elle s'applique à tous les types d'enseignements évalués <del>en contrôle en cours de formation</del>. Pour chaque <del>épreuve de la liste</del> <b>APSA</b> académique, une fiche élaborée par la commission académique précise <del>le niveau de compétence attendu</del>, le cadre de <del>la situation d'évaluation</del> <b>l'épreuve</b>, les critères d'évaluation et les repères de notation.</p>
<p>Article 10</p> <p>Chaque établissement propose à la validation du recteur un projet annuel de protocole d'évaluation qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les ensembles certificatifs retenus pour l'enseignement commun ;</li> <li>— les épreuves choisies pour les enseignements de complément et facultatifs ;</li> <li>— la proposition de référentiel pour l'activité établissement de l'enseignement de complément ;</li> <li>— le calendrier des contrôles pour chacun des enseignements.</li> </ul> <p>Le document est adressé à la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes. Après contrôle de conformité par ladite commission, le protocole est porté à la connaissance du conseil d'administration de l'établissement, des candidats et de leurs familles.</p>	<p>Article <del>10</del> <b>8</b></p> <p>Chaque établissement propose à la validation du recteur un projet annuel de protocole d'évaluation qui précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les <del>ensembles certificatifs retenus</del> <b>épreuves retenues</b> pour l'enseignement commun ;</li> <li><del>— les épreuves choisies pour les enseignements de complément et facultatifs ;</del></li> <li><del>— la proposition de référentiel pour l'activité établissement de l'enseignement de complément ;</del></li> <li><del>— le calendrier des contrôles pour chacun des enseignements.</del></li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>le calendrier des épreuves ;</b></li> <li>- <b>la déclinaison des référentiels pour chaque APSA choisie par l'établissement, dans le respect du cadre national ;</b></li> <li>- <b>la proposition de référentiel pour l'éventuelle activité d'établissement.</b></li> </ul> <p>Le document est adressé à la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes. Après contrôle de conformité par ladite commission, le protocole est porté à la connaissance du conseil d'administration de l'établissement, des candidats et de leurs familles.</p>
<p>Article 11</p> <p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes est présidée par le recteur ou son représentant ; elle est composée du ou des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux d'éducation physique et sportive et d'au moins huit enseignants d'éducation physique et sportive de l'enseignement public ou privé sous contrat.</p>	<p>Article <del>11</del> <b>9</b></p> <p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes est présidée par le recteur ou son représentant ; elle est composée du ou des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux d'éducation physique et sportive et d'au moins huit enseignants d'éducation physique et sportive de l'enseignement public ou privé sous contrat.</p>

<p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes analyse les notes relatives aux enseignements commun, de complément et facultatif, transmises par les établissements. Elle procède à leur harmonisation éventuelle et les communique ensuite au jury de l'examen du baccalauréat, lequel arrête définitivement la note affectée du coefficient en vigueur. Elle arrête les listes d'activités académiques, établit les référentiels de ces épreuves et valide les référentiels des activités établissements pour l'enseignement de complément.</p> <p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes dresse le compte rendu annuel de chaque session pour l'ensemble des enseignements commun, de complément, facultatif, et pour les épreuves adaptées. Elle le transmet, dès la fin de l'année scolaire, à la Commission nationale d'évaluation.</p>	<p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes <b>recense les référentiels par épreuves définis par les établissements. Elle</b> analyse les notes relatives aux enseignements commun, <del>de complément et facultatif</del>, transmises par les établissements. Elle procède à leur harmonisation éventuelle et les communique ensuite au jury de l'examen du baccalauréat, lequel arrête définitivement la note affectée du coefficient en vigueur. Elle arrête <del>les listes la liste</del> d'activités académiques, établit les référentiels de ces épreuves et valide les référentiels des activités établissements <del>pour l'enseignement de complément.</del></p> <p>La commission académique d'harmonisation et de proposition des notes dresse le compte rendu annuel de chaque session pour l'<del>ensemble des enseignements enseignement</del> commun, <del>de complément, facultatif</del>, et pour les épreuves adaptées. Elle le transmet, dès la fin de l'année scolaire, à la Commission nationale d'évaluation.</p>
<p>Article 12</p> <p>La Commission nationale d'évaluation de l'EPS aux examens est présidée par le doyen du groupe d'éducation physique et sportive de l'inspection générale de l'éducation nationale ou son représentant ; elle est placée auprès de la direction générale de l'enseignement scolaire.</p> <p>Elle est chargée de réaliser un suivi national de l'évaluation de l'EPS aux examens, de l'actualisation de la liste nationale des épreuves et activités correspondantes, de la rédaction des référentiels de certification. Elle publie un rapport national annuel d'évaluation de l'EPS aux examens en contrôle en cours de formation et examens ponctuels.</p>	<p>Article <del>12</del> <b>10</b></p> <p>La Commission nationale d'évaluation de l'EPS aux examens est présidée par le doyen du groupe d'éducation physique et sportive de l'inspection générale de l'éducation nationale ou son représentant ; elle est placée auprès de la direction générale de l'enseignement scolaire.</p> <p>Elle est chargée de réaliser un suivi national de l'évaluation de l'EPS aux examens, <del>de l'actualisation de la liste nationale des épreuves et activités correspondantes</del>, <b>et</b> de la rédaction des référentiels de certification. Elle publie un rapport national annuel d'évaluation de l'EPS aux examens en contrôle en cours de formation et examens ponctuels.</p>
<p>Article 13</p> <p>Les candidats présentant une inaptitude partielle ou un handicap ne permettant pas une pratique des APSA telles que présentées dans le cadre habituel du contrôle en cours de formation bénéficient d'un contrôle adapté. Ces candidats sont évalués sur deux épreuves adaptées relevant de deux compétences propres à l'EPS. Cette inaptitude ou ce handicap doit être attesté par le médecin scolaire.</p>	<p>Article <del>13</del> <b>11</b></p> <p>Les candidats présentant une inaptitude partielle ou un handicap ne permettant pas une pratique des APSA telles que présentées dans le cadre habituel du contrôle en cours de formation bénéficient d'un contrôle adapté. Ces candidats sont évalués sur deux épreuves adaptées relevant de deux <del>compétences propres à l'EPS</del> <b>champs d'apprentissage</b>. Cette inaptitude ou ce handicap doit être attesté par le médecin scolaire.</p>

<p>En cas de sévérité majeure du handicap, le recteur autorise, après avis de la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes, une certification sur une seule épreuve appropriée au cas particulier.</p> <p>Les adaptations sont arrêtées par le recteur, à la suite de l'avis médical et après avis de la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes.</p> <p>Lorsque les conditions d'aménagement n'autorisent pas une évaluation adaptée au contrôle en cours de formation, un examen ponctuel est proposé. Les candidats sont alors évalués sur une seule épreuve académique adaptée.</p> <p>Si l'autorité médicale atteste d'un handicap ne permettant pas une pratique adaptée, une dispense d'épreuve et une neutralisation de son coefficient sont proposées par le chef d'établissement et validées par le recteur après avis de la commission académique.</p>	<p>En cas de sévérité majeure du handicap, le recteur autorise, après avis de la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes, une certification sur une seule épreuve appropriée au cas particulier.</p> <p>Les adaptations sont arrêtées par le recteur, à la suite de l'avis médical et après avis de la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes.</p> <p>Lorsque les conditions d'aménagement n'autorisent pas une évaluation adaptée au contrôle en cours de formation, un examen ponctuel est proposé. Les candidats sont alors évalués sur une seule épreuve académique adaptée.</p> <p>Si l'autorité médicale atteste d'un handicap ne permettant pas une pratique adaptée, une dispense d'épreuve et une neutralisation de son coefficient sont proposées par le chef d'établissement et validées par le recteur après avis de la commission académique.</p>
<p>Article 14</p> <p>Les sportifs de haut niveau, les espoirs ou partenaires d'entraînement inscrits sur les listes nationales arrêtées par le ministre chargé des sports peuvent bénéficier d'un aménagement du contrôle en cours de formation. Ils sont évalués sur au moins deux épreuves relevant de deux compétences propres à l'EPS.</p> <p>Lorsque les conditions d'aménagement de scolarité ne leur permettent pas de se présenter aux épreuves prévues en contrôle en cours de formation, ils bénéficient de l'accès à l'examen ponctuel terminal de l'enseignement commun.</p> <p>La détermination du mode d'évaluation s'opère par le candidat lors de l'inscription à l'examen.</p>	<p>Article <del>14</del> <b>12</b></p> <p>Les sportifs de haut niveau, les espoirs ou <del>partenaires d'entraînement</del> <b>les sportifs de collectifs nationaux</b> inscrits sur les listes nationales arrêtées par le ministre chargé des sports peuvent bénéficier d'un aménagement du contrôle en cours de formation. <del>Ils sont évalués sur au moins deux épreuves relevant de deux compétences propres à l'EPS.</del></p> <p><del>Lorsque les conditions d'aménagement de scolarité ne leur permettent pas de se présenter aux épreuves prévues en contrôle en cours de formation, ils bénéficient de l'accès à l'examen ponctuel terminal de l'enseignement commun.</del></p> <p><del>La détermination du mode d'évaluation s'opère par le candidat lors de l'inscription à l'examen.</del></p> <p><b>Ils sont évalués sur trois épreuves relevant de trois champs d'apprentissage différents dont l'un d'eux est constitué de sa spécialité sportive, même si elle ne figure pas sur les listes nationale, académique et d'établissement. Pour sa spécialité sportive, la note de 20 sur 20 lui est automatiquement attribuée, sans que le candidat ait à se présenter à l'épreuve.</b></p>
<p>Article 15</p>	<p>Article <del>15</del> <b>13</b></p>

<p>Les candidats individuels, les candidats scolarisés dans les établissements d'enseignement privés hors contrat, les candidats scolarisés au Centre national d'enseignement à distance (CNED) sont évalués lors d'un examen ponctuel terminal.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 16</p> <p>L'examen ponctuel terminal de l'éducation physique et sportive de l'enseignement commun au baccalauréat général et technologique s'effectue à partir d'un couple d'activités indissociables. La liste des couples d'activités, spécifique à cet examen, est publiée par voie de circulaire. L'évaluation s'effectue selon les mêmes exigences que pour le contrôle en cours de formation. Le choix du couple d'activités est opéré par le candidat lors de son inscription à l'examen.</p>	<p>Article <del>16</del>-14</p> <p>L'examen ponctuel terminal de l'éducation physique et sportive de l'enseignement commun au baccalauréat général et technologique s'effectue à partir <del>d'un couple d'activités indissociables</del> <b>d'un couple d'activités indissociables de deux activités portant sur deux champs d'apprentissage différents, choisies parmi une liste de trois activités nationales publiée par voie de circulaire et éventuellement d'une à deux activités académiques fixées par le recteur d'académie</b>. La liste <del>des couples d'activités, spécifique</del> <b>spécifiques</b> à cet examen, est publiée par voie de circulaire. L'évaluation s'effectue selon <del>les mêmes exigences que pour le contrôle en cours de formation</del> <b>un référentiel d'évaluation spécifique</b>. Le choix <del>du couple d'</del> <b>des deux</b> activités est opéré par le candidat lors de son inscription à l'examen.</p>
<p>Article 17</p> <p>L'examen ponctuel terminal pour l'enseignement facultatif de l'éducation physique et sportive au baccalauréat général et technologique s'effectue sur une épreuve composée d'une prestation physique et d'un entretien. Une liste nationale, spécifique à cet examen, est publiée par voie de circulaire. Cette liste peut être complétée par, au maximum, deux épreuves académiques. L'évaluation s'effectue selon les mêmes exigences que pour le contrôle en cours de formation. Le choix de l'épreuve est effectué par le candidat lors de l'inscription. Les candidats dispensés de l'épreuve obligatoire d'EPS aux examens relevant de l'enseignement commun, ne sont pas autorisés à se présenter aux épreuves relevant des enseignements de complément ou facultatif d'éducation physique et sportive.</p>	<p>Article 17</p> <p>Supprimé</p>
<p>Article 18</p>	<p>Article 18</p>

<p>Peuvent valider leur spécialité sportive selon des modalités adaptées précisées par voie de circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— les élèves sportifs de haut niveau, les espoirs ou partenaires d'entraînement inscrits sur les listes arrêtées par le ministre chargé des sports ;</li><li>— les lycéens engagés à haut niveau dans le cadre du sport scolaire, lauréats des podiums nationaux scolaires et jeunes officiels certifiés au niveau national ou international.</li></ul> <p>Cette disposition ne s'applique qu'après approbation par la commission académique d'harmonisation et de proposition des notes.</p>	<p>Supprimé</p>
<p>Article 19</p> <p>Les modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal pour l'évaluation des enseignements d'éducation physique et sportive, fixées par l'arrêté du 9 avril 2002 sont abrogées pour ce qui concerne les baccalauréats général et technologique à compter de la session 2013 de l'examen.</p>	<p>Article <del>19</del> 15</p> <p>Inchangé</p>
<p>Article 20</p> <p>Le directeur général de l'enseignement scolaire et les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p>	<p>Article <del>20</del> 16</p> <p>Inchangé</p>